

Le 9 février 2010

Madame BACHELOT NARQUIN  
Ministre de la Santé et des Sports  
14 avenue DUQUESNE  
75350 PARIS 07 SP

Madame la Ministre,

Nous avons pris connaissance de la signature du protocole d'accord du 2 février 2010 relatif à l'intégration de la catégorie A de la fonction publique hospitalière des infirmiers et professions paramédicales aux diplômes reconnus dans le LMD par les universités.

Malgré les remarques émises auprès de vos collaborateurs, une iniquité de traitement dans les grilles salariales est maintenue pour les infirmiers anesthésistes DE. En effet, il apparaît selon le protocole, que les deux autres spécialités puéricultrice et infirmier de bloc opératoire ont un gain annuel en début de carrière de 3366 € et de fin de carrière 3312 € alors que pour les IADE il n'est que de 2879 € en début de carrière et de 2064 € en fin : comment expliquer cette différence moindre pour une formation plus longue et actuellement la seule pouvant prétendre à un niveau Master. Cette différence est accentuée au regard du gain pour les IDE (3801 € en fin de carrière).

Les IADE, préalablement en catégorie A, n'obtiennent donc qu'une infime revalorisation de leur traitement sur l'ensemble de leur carrière et sont, de plus, pénalisés en perdant la possibilité de départ à la retraite à 55 ans.

L'indice de fin de carrière proposé pour les IADE à 780 (IB) est, par ailleurs, inacceptable au regard de leur niveau de compétence.

Il nous avait été également promis, en accord avec le Ministère de la Fonction publique et du Budget, que le reclassement des IDE après leur formation de spécialité, se ferait à échelon identique dans leur nouvelle grille de spécialisé, afin de maintenir la valorisation de leur carrière. Cette mesure n'apparaît pas dans le protocole d'accord.

Les infirmiers anesthésistes ne peuvent se satisfaire d'un accord qui ne reconnaît pas leur niveau de compétence et de responsabilité. Cet état de fait, ne pourra que générer une perte d'attractivité du métier qui serait préjudiciable à l'organisation des plateaux techniques et la sécurité de la prise en charge des patients.

En conséquence, en tant que syndicat professionnel et sur la pression de nos adhérents, nous demandons la réouverture des négociations.

Souhaitant que vous saurez répondre aux attentes de toute une profession et nous accorder un entretien, je vous prie d'agréer, Madame la Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Marie-Ange SAGET  
SNIA